

COMMUNIQUE GOUVERNEMENTAL

Depuis plusieurs mois, des combats opposent le Front Populaire pour la Renaissance de Centrafrique (FPRC), dirigé par **Nouredine ADAM** et l'UPC d'Ali DARASS, tous issus de l'ex Coalition Seleka, dans les Préfectures de la Haute Kotto et de la Ouaka.

Ces confrontations violentes injustifiées, qui ont commencé à Bria, ont fait de nombreuses victimes civiles innocentes et de nombreux déplacés.

Pour protéger les populations civiles contre le risque d'extension de ces affrontements violents dans la ville peuplée de Bambari, la MINUSCA avait tracé des lignes rouges et prévenu qu'elle s'opposerait à toute tentative de violation desdites lignes rouges.

Malgré les appels au dialogue lancés par le Gouvernement et la médiation de la MINUSCA, le FPRC a entamé une progression fulgurante vers la ville de Bambari.

Le samedi, 11 février 2017, une colonne de véhicules du FPRC se dirigeait vers Bambari en vue d'affronter l'UPC, faction rivale de l'ex Coalition SELEKA, violant ainsi les lignes rouges tracées par la MINUSCA en vue de la protection des populations civiles.

Dans le cadre de son mandat, la MINUSCA a fait usage de son hélicoptère de combat afin de stopper la colonne du FPRC. Cette intervention a permis d'éviter l'embrasement de la ville de Bambari, qui aurait eu des conséquences dramatiques sur les populations civiles.

Le Gouvernement que dirige Monsieur Simplicie Mathieu SARANDJI, Premier Ministre, sous l'impulsion de Son Excellence Professeur Faustin Archange TOUADERA, Président de la République, Chef de l'Etat, déplore cette situation qui n'aurait pas eu lieu si les rebelles concernés étaient rentrés dans le processus DDRR.

Le Gouvernement ne comprend pas cette logique d'affrontements armés persistants qui expose les populations civiles innocentes à des souffrances indicibles.

Il condamne fermement cette tendance à maintenir le pays le chaos et l'anarchie

Le Gouvernement appelle tous les groupes armés belligérants à cesser immédiatement et sans condition tout affrontement et d'adhérer au processus DDRR, seule issue de sortie de crise et de rétablissement de la paix durable en République Centrafricaine et réaffirme son appui à l'action de la MINUSCA.

Fait à Bangui, le 13 février 2017

Le Porte-Parole du Gouvernement